

Ordre des médecins : « Un malaise identitaire »

Albert Roche, le nouveau président du Conseil de l'ordre, qui représente 3 000 médecins, veut revaloriser l'image et les conditions de vie du généraliste



Albert Roche : « Je n'ignore pas qu'il y a en germe la naissance d'un système de santé à plusieurs vitesses. » (photo philippe taris)

« Sud Ouest » Vous avez été élu pour trois ans, le 1er mars dernier, président départemental du Conseil de l'ordre des médecins. Quelles sont vos priorités ?

Albert Roche Organiser pour nos médecins des réunions d'information sur des problèmes qui les préoccupent. Le 14 juin, ce sera sur la responsabilité médicale. Puis jusqu'en septembre, seront aussi traités le secret professionnel, la responsabilité civile, les modes d'exercice. À l'attention du grand public, nous organiserons aussi une conférence sur l'éthique.

Quelle est, selon vous, la priorité pour les médecins libéraux ?

La revalorisation de leur image. Nous entendons une petite musique insidieuse qui transforme nos patients en usagers et les praticiens en producteurs de soins. La médecine n'est pas un bien de consommation. La médecine et ses médecins doivent être des serviteurs d'un humanisme nouveau à reconquérir sur les préjugés si prégnants dans notre société moderne.

Cette revalorisation passe-t-elle par une augmentation du prix de la consultation ?

Oui, on ne peut pas la laisser à 23 euros. La paupérisation médicale qui se dessine un peu partout en France, y compris dans notre région, fait peser une grave menace sur la prise en

charge médicale mais aussi sociale de nos patients. Mais le malaise des médecins est plus identitaire que budgétaire. Il faut revaloriser la notion de disponibilité du médecin tout en préservant un confort de vie personnelle et familiale. **Il faut surtout mettre fin à l'asphyxie bureaucratique qui les menace.** Les injonctions permanentes de la structure administrative réduisent de façon drastique la relation temps-écoute du patient.

L'augmentation du prix de la consultation peut-il être un argument entendu, au moment où le gouvernement et le Conseil de l'ordre s'interrogent sur la façon de mettre fin aux dépassements d'honoraires ?

Nous devons absolument réfléchir et redéfinir clairement cette notion de tact et de mesure. Je constate qu'en matière de dépassement, c'est d'abord un problème de spécialistes et qu'il y a une différence entre Paris et la province. Si les médecins veulent être dans un système libéral total, qu'ils en acceptent les conséquences : ils ne peuvent pas être conventionnés et prendre les honoraires qu'ils veulent. Je n'ignore pas qu'il y a en germe la naissance d'un système de santé à plusieurs vitesses, mais il faut être cohérent et revenir à un code de bonne conduite.

Les jeunes médecins souhaitent de moins en moins s'installer en libéral. La médecine de ville est-elle en danger ?

Il va falloir proposer des solutions pour permettre un accès aux soins dans les zones déficitaires et attirer les jeunes médecins. Leur permettre d'exercer un des plus beaux métiers du monde, qui lie de façon indéfectible l'homme à la vie.